

Fribourg, le 2 avril 2026

## Communiqué de presse

### Le secteur social subventionné appelle à voter NON à la LAFE

**Le secteur social subventionné fribourgeois (FOPIS) appelle la population du canton à refuser la LAFE dans les urnes le 26 avril 2026 et, partant, à rejeter le PAFE dans son ensemble. Car ces projets de coupes budgétaires ne sont pas neutres : ils sont le résultat de choix politiques qui perpétuent et creusent les inégalités entre les plus fortunés, les grandes entreprises et la population. LAFE et PAFE auront des conséquences sociales profondes et durables qui dépasseront largement les économies réalisées.**

#### **Une austérité injustifiée dans un canton fortuné**

Alors que le canton de Fribourg dispose d'une fortune (CHF 609,5 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2026) et de réserves importantes, il choisit d'imposer une politique d'austérité qui frappe directement les prestations sociales essentielles.

Ce choix n'est pas une nécessité, c'est une orientation politique, qui fait porter l'effort sur les personnes les plus vulnérables et sur celles et ceux qui les accompagnent.

#### **Des économies à court terme, un coût social à long terme**

Les mesures prévues dans la LAFE et le PAFE auront des impacts concrets : mise sous pression des structures d'accueil de l'enfance, dégradation des conditions d'accompagnement dans le social, fragilisation de la prise en charge des personnes âgées, notamment en EMS, augmentation de la charge pour les familles et les proches. Autant d'incidences qui se traduiront par des coûts humains, sociaux et économiques sur le long terme et nous permettent d'affirmer que ce que l'État prétend économiser aujourd'hui, la population fribourgeoise le paiera demain !

#### **Un affaiblissement du tissu social et du travail de terrain**

Le secteur social subventionné repose sur un équilibre fragile entre professionnel.le.s formé.e.s très engagé.e.s, institutions de proximité, et financement public garant de l'égalité d'accès.

La LAFE – et le PAFE en général – menace grandement cet équilibre. La cure d'austérité qu'elle veut imposer se traduira assurément par des conditions de travail dégradées, des difficultés accrues à recruter et à stabiliser le personnel, une pression encore plus forte sur des métiers déjà précarisés. Affaiblir le personnel, c'est affaiblir directement la qualité des prestations.

#### **Familles, enfants, personnes âgées : les premiers touchés**

Les politiques sociales ne sont pas des dépenses accessoires. Elles permettent aux parents de concilier vie professionnelle et familiale, aux enfants de grandir dans un cadre sécurisant, ou encore aux personnes âgées de vivre et vieillir dignement.

Fragiliser ces dispositifs ne fera qu'accroître les inégalités et affaiblir la cohésion sociale

### **Un choix de société : solidarité ou austérité**

Le secteur subventionné tient à rappeler au Conseil d'État et au Grand Conseil que la qualité d'une société se mesure à la manière dont elle traite les plus vulnérables.

Fribourg s'est construit sur un modèle solidaire, fondé sur l'investissement dans l'humain. La LAFE et le PAFE rompent avec cette tradition en introduisant une logique d'économie à court terme au détriment du bien commun.

### **NON à la LAFE le 26 avril**

Face à ces constats, le secteur subventionné appelle la population à faire un choix clair : NON à la LAFE ! NON au PAFE !

Pour défendre les prestations sociales, protéger les conditions de travail, garantir la qualité de l'accompagnement et préserver un modèle de société solidaire, la population fribourgeoise doit renvoyer le plan d'austérité du Conseil d'État à son expéditeur.

Car refuser la LAFE et le PAFE, ce n'est pas refuser de faire preuve de pragmatisme et de réfléchir aux finances publiques. C'est refuser une réponse injuste et déséquilibrée qui fait passer les salarié·e·s du secteur subventionné à la caisse. C'est affirmer que l'humain doit rester au centre des politiques publiques.